**NALYSE - Pour le président de la République, il y a urgence à reprendre la main sur le front sécuritaire.**

La main tendue et la matraque. À l’aube d’une nouvelle journée de [manifestations contre la réforme des retraites](https://www.lefigaro.fr/social/greves-nouvelle-mobilisation-le-28-mars-a-l-appel-de-l-intersyndicale-20230323), l’exécutif se déploie sur trois fronts pour tenter de sortir de la crise.

Le premier est syndical. [Emmanuel Macron](https://www.lefigaro.fr/vox/politique/reforme-des-retraites-pourquoi-emmanuel-macron-craint-une-dissolution-20230321) l’a ouvert vendredi depuis Bruxelles, où il participait à un Conseil européen en se disant «à disposition de l’intersyndicale» pour engager des discussions sur les questions liées au travail. Le chef de l’État ayant toutefois exclu de remettre en cause sa réforme des retraites, c’est sans surprise que la CFDT l’a poliment éconduit.

«Personne ne va aborder de nouveaux dossiers en esquivant les retraites», a répliqué le secrétaire national du syndicat, Yvan Ricordeau. L’exécutif garde toutefois la porte ouverte pour «[reprendre le dialogue](https://www.lefigaro.fr/politique/retraites-macron-condamne-la-violence-et-se-dit-disponible-pour-echanger-avec-les-syndicats-20230324)», selon le ministre du Travail, Olivier Dussopt, selon qui «le plus vite est le mieux» même si «quatre mois de concertation» ont eu lieu avec les représentants des syndicats, «qui n’ont pas permis de surmonter tous les désaccords».

Malgré des contacts informels entre l’exécutif et les syndicats, difficile de renouer officiellement tant que la dernière étape de la réforme des retraites n’est pas franchie, l’avis du Conseil constitutionnel sur le texte. L’instance dispose de trente jours pour se prononcer.

D’ici là, c’est sur le deuxième front que l’exécutif se déploie. Celui des violences. Elles ont surgi jeudi dernier lors de la neuvième journée de manifestations contre la réforme et menacent désormais de devenir l’ordinaire de la contestation. Une violence décomplexée qui dépasse même le cadre de la contestation de la réforme des retraites. Comme, ce week-end, à Sainte-Soline, avec les attaques organisées et assumées contre les forces de l’ordre.

**Le président est du côté de l’ordre, de la République et des institutions**

L’Élysée.

C’est d’ailleurs cette volonté affichée par l’extrême gauche de plonger le pays dans le chaos qui a poussé le chef de l’État à reporter la visite du roi Charles III à des jours meilleurs, si possible au début de l’été. Cette bascule de la contestation dans la violence anarchique fait paradoxalement le jeu du président de la République en le renvoyant mécaniquement dans le rôle de combattant en chef contre le désordre. «Le président est du côté de l’ordre, de la République et des institutions», résume-t-on à l’Élysée.

Tout le week-end, ses troupes se sont relayées dans les médias pour dénoncer les violences et désigner leur instigateur: le leader des Insoumis. C’est François Bayrou qui accuse, sur Radio J, Jean-Luc Mélenchon de s’inscrire dans «une stratégie de déstabilisation de notre société, par la multiplication des affrontements» et dénonce «un mouvement réfléchi, concerté, sans aucun lien avec la réalité», assis sur «une idéologie nihiliste» qui vise à «la prise de contrôle de la société par la violence».

C’est aussi Olivier Véran, qui observe dans le JDD «un continuum entre la violence du discours politique et la violence exprimée dans la rue». C’est encore Olivier Dussopt, qui fustige les actions de «ceux qui tirent des mortiers sur les forces de police ou incendient les mairies (…). Il y a une volonté de désordre et de remise en cause de nos institutions, avec une volonté d’anti- parlementarisme».

## Agenda réaménagé

Au sein de la majorité, on s’en prend aussi à la patronne des Verts, Marine Tondelier, qui, ce week-end à Sainte-Soline, envoyait des messages Telegram sur une boucle baptisée «Tout brûler» pour prévenir les manifestants de la localisation des barrages de gendarmes. «Nous avons face à nous des groupes d’extrême gauche qui ont des relais chez les forces politiques qui cautionnent les violences et qui en sont complices», observe-t-on au sein de l’exécutif.

**Emmanuel Macron ne peut plus gouverner seul, il doit désormais en revenir au peuple**

Marine Le Pen, chef à l’Assemblée nationale du parti Rassemblement national

Pour Emmanuel Macron, il y a urgence à reprendre la main sur ce front. Car, pour l’heure, c’est Marine Le Pen qui en profite. Selon un sondage Ifop pour le JDD, c’est le RN qui serait le premier gagnant d’une dissolution. Ce pour quoi plaide l’ancienne finaliste de l’élection présidentielle: «Emmanuel Macron ne peut plus gouverner seul, il doit désormais en revenir au peuple.»

Le président de la République n’en est pas là. Après le report de la visite de Charles III, il a réaménagé son agenda pour se consacrer à la crise. Comme tous les lundis, il reçoit en fin de matinée la première ministre, à qui il a confié la tâche d’élargir la majorité.

Élisabeth Borne doit lui exposer la méthode retenue pour atteindre l’objectif. Elle la détaillera ensuite, toujours avec le chef de l’État, mais en compagnie aussi des leaders de la majorité et des poids lourds du gouvernement. C’est le front politique. Le troisième sur lequel se bat Emmanuel Macron. Le seul dont peut venir une sortie de crise.

Par [**François-Xavier Bourmaud**](https://www.lefigaro.fr/auteur/francois-xavier-bourmaud)

Publié hier à 19:50 , mis à jour hier à 19:50